

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
parc d'activités d'Angers St Barthélemy d'Anjou
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 06 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



BUTAGAZ SAS

8 route de Mulsanne
BP 60
72230 ARNAGE

Références : 2022-331_INSP_BUTAGAZ Arnage_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 8 route de Mulsanne BP 60 72230 ARNAGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC), l'établissement étant prioritaire (P1), et pendant les travaux de requalification décennale du réservoir sous talus (RST).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- 8 route de Mulsanne BP 60 72230 ARNAGE
- Code AIOT dans GUN : 0006300967
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED

L'établissement exploite un dépôt de gaz pétroliers liquéfiés (GPL), en vrac dans un RST de 600 m3 et sous forme conditionnée, en bouteilles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente visite
- équipements sous pression (ESP)
- action régionale incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
détection	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.1.3.1	/	Sans objet
Organe de fermeture	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.5.1	/	Sans objet
État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 – 1	/	Sans objet
moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 7.7.5	/	Sans objet
Requalification RST	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
détection galerie souterraine	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'urgence	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 7.7.9	/	Sans objet
Sirène	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 6.1.3	/	Sans objet
compréhension des intervenants	Code de l'environnement du 22/06/2022, article 515-9	/	Sans objet
Mise en œuvre	Code de l'environnement du 22/06/2022, article 515-9	/	Sans objet
Contrôle déformation RST	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.3	/	Sans objet
Soupapes	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.6	/	Sans objet
Purge	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 8	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 – 2	/	Sans objet
Soupapes	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.6	/	Sans objet
rôle des intervenants	Code de l'environnement du 22/06/2022, article 515-9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée pendant les travaux de requalification décennale du RST identifie certains axes d'amélioration.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 7.7.9
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : POI, indice 8 du 27/1/2020 Le document n'a pas encore été totalement révisé, depuis la dernière visite d'inspection, lors de l'exercice POI. Outre les remarques déjà formulées, lors de la précédente visite d'inspection, le plan apparaît difficilement exploitable. De façon analogue au plan du site visualisé en salle PCEX, il est opportun de disposer de zoom du plan d'ensemble du site, sur les points névralgiques, et en l'occurrence : <ul style="list-style-type: none">- le RST et la pomperie,- le poste de chargement / déchargement- la zone de stockage des RAPT Par ailleurs, il est mentionné, en page 31/111, que le chef d'intervention exécute les manœuvres d'intervention. L'exploitant précise ne pas disposer d'ARI. Cette absence d'EPI est en contradiction avec l'éventuelle intervention du personnel, surtout, pour la majorité des cas, dans des zones d'effets thermiques. Le document POI ne renseigne pas sur la gestion du site, en situation d'urgence, par rapport à l'activité normale et les arrivées de camions et/ou rendez-vous programmés, au niveau de l'accueil. NC1-2021 : Actualiser le document POI, avec ces Éléments.
Constats : L'exploitant précise avoir intégré ces éléments dans le document de travail ; le POI est en effet toujours en cours de révision, pour prendre en compte la nouvelle stratégie incendie et le renfort des moyens de détection et de protection, objets d'un PAC. 3 plans sont orénavant affichés en salle PC Ex. L'exploitant s'est engagé à nous remettre une version validée du POI finalisée, en juillet 2022. L'exploitant est invité à communiquer 3 exemplaires, à la préfecture (1) et la DREAL (2), avec une version papier et une version électronique du document POI actualisé, dès validation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sirène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sirène
Prescription contrôlée : « L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. »
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : compréhension des intervenants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/06/2022, article 515-9
Thème(s) : Risques accidentels, compréhension des intervenants
Prescription contrôlée : R. 515-99 « L'exploitant met en oeuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés. 5. Gestion des situations d'urgence « En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en oeuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en oeuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. Art. 7.4.4 - POI, v8 du 27/1/20 « Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : (...) - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, - des exercices périodiques de simulation d'application - des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, - ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, (...) - une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger. »
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en œuvre

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/06/2022, article 515-9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre
Prescription contrôlée : R515-99 « L'exploitant met en oeuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés. » 5. Gestion des situations d'urgence « En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en oeuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en oeuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. » Mise en oeuvre des moyens et interventions
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle déformation RST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle déformation RST
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Un dispositif, tel que piges en contact direct avec la paroi du réservoir et du caisson en béton, doit permettre de contrôler dans le temps d'éventuelles déformations résultant des mouvements du terrain. Les déformations sont estimées à partir de bornes de référence fixes.</p> <p>Chaque contrôle de positionnement du réservoir doit permettre la comparaison avec les valeurs admises par le constructeur du réservoir, et la vérification de l'admissibilité des contraintes induites dans les canalisations qui y sont reliés. Ces valeurs font l'objet d'une consigne particulière. En cas de dépassement de l'une des valeurs limites définies ci-dessus, le réservoir doit être immédiatement vidangé. Un nouveau remplissage ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord préalable de l'inspection des installations classées, après avis du constructeur et d'un organisme indépendant compétent en la matière.</p> <p>Périodicité des contrôles de déformation : avant et après chaque épreuve hydraulique à la mise en exploitation : en cours et en fin de remplissage tous les trois mois dans la première année suivant le premier remplissage tous les ans par la suite. »</p>
<p>Lors d'une précédente visite d'inspection, l'exploitant était invité à revoir le formalisme du rapport du géomètre.</p> <p>Constats : La visite est intervenue pendant les travaux de requalification décennale du RST.</p> <p>Parmi les grandes étapes de la requalification, des relevés altimétriques ont été réalisés par un cabinet de géomètre, SUARD-MENARD GEOMETRE EXPERT, au niveau de 3 piges implantées autour du réservoir:</p> <ul style="list-style-type: none">- « à vide » : 26/04/2022- après remplissage en eau : 11/05/2022, avant mise en pression hydraulique. <p>Le rapport du géomètre, en date du 30/05/2022, conclut que " les variations de quelques millimètres observées sont dans la tolérance de l'instrument de mesure. La cuve est stable et n'a pas bougé en comparaison avec les mesures antérieures. "</p> <p>L'exploitant conclut, par mél du 23/06/2022, que : " le tassement différentiel maximum constaté (valeur absolue) est de 5 mm, soit inférieur à la valeur de tassement différentiel acceptable (30 mm) ".</p> <p>Le constat formulé lors de la précédente visite apparaît levé.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Soupapes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Soupapes
Prescription contrôlée : « Le réservoir est équipé en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux soupapes au moins, montées en parallèle et ayant une pression de levée calculée pour le propane. Une soupape doit à elle seule pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que la pression à l'intérieur du réservoir n'excède jamais de plus de 10 % de la pression maximale en service. Un système d'interverrouillage permet l'intervention sur une soupape en laissant la seconde en service. Le réservoir est équipé d'un dispositif de mesure de pression. Le réservoir est protégé des effets thermiques des gaz enflammés en sortie de soupapes par un éloignement suffisant de l'orifice des soupapes avec la paroi du réservoir. Les soupapes sont protégées contre toute rétention et introduction d'eaux pluviales dans les conduits. L'étanchéité des soupapes est vérifiée périodiquement par l'exploitant dans le cadre d'une procédure de contrôle. En cas de fonctionnement, les soupapes sont vérifiées et étalonnées, un rapport de reconditionnement est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Prescription contrôlée : «Des détecteurs sont installés afin de pouvoir détecter toute fuite dangereuse de gaz dans les meilleurs délais. Leur implantation tient compte des caractéristiques du gaz à détecter, des risques de fuites, des risques d'inflammation et de la sensibilité de l'environnement. L'exploitant établit un plan de détection de gaz indiquant l'emplacement des capteurs, les seuils de concentration efficaces et les appareils asservis à ce système. Les zones équipées sont au moins les suivantes: - la zone de chargement et de déchargement des camions, - la pomperie, - la proximité du réservoir sous talus, (voir l'article traitant du réservoir) - l'aire de stationnement des camions. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est réexaminé régulièrement, notamment à l'issue de travaux. "
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organe de fermeture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, organes de fermeture
Prescription contrôlée : « Les canalisations d'un diamètre supérieur à 100 mm, ou raccordées à la phase liquide du réservoir, et dans tous les cas celles de remplissage et de soutirage sont équipées de vannes automatiques à sécurité positive permettant leur sectionnement rapide et raccordées aux réservoirs par les organes suivants : - une vanne automatique à fermeture rapide et à sécurité positive, implantée à l'intérieur du réservoir, commandée par fusible et par détection en continu du gaz (ou par tout autre moyen équivalent de déclenchement); - un clapet à fermeture rapide, implanté à l'intérieur du réservoir déclenché par le dépassement d'un débit de tarage calculé en fonction des conditions normales d'exploitation »
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Purge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Purge
Prescription contrôlée : « Les extrémités des lignes de purge et d'échantillonnage sont visibles depuis les robinets de purge et d'échantillonnage et sont situées à l'extérieur de la projection verticale du réservoir sur le sol. Les lignes de purge sont : — soit munies d'un sas et conçues de manière à éviter la formation d'hydrates ; — soit calorifugées et réchauffées au moins sur la section entre le réservoir et le robinet de purge compris. »
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : L'établissement exploite une activité de stockage du GPL (propane) en vrac ou de GPL en bouteilles (propane, butane). L'état des stocks est affiché à l'entrée, sur un plan de l'établissement. La localisation des différents stockages de GPL est indiquée sur le plan, avec l'indication des types de stockages (vrac, bouteille composite, métallique...). L'indication du type de gaz n'est pas précisé (butane, propane) pour les stockages conditionnés en bouteilles. L'état des stocks est à actualiser en précisant la nature du GPL stocké sous forme de bouteilles.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Info état des matières
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours
Prescription contrôlée : « En particulier, l'exploitant détermine le nombre minimum de canons qui doivent être établis en permanence à poste fixe et prépositionnés à proximités des installations suivantes ; ces dispositifs doivent également pouvoir être commandés à distance et de manière sélective, quelles que soient les circonstances. Leur nombre ne doit pas être inférieur à : Poste de chargement et de déchargement : 4 canons, Pomperie : 2 canons, Stockage des bouteilles de butane et propane et aire de stationnement des camions : 4 canons. »
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Soupapes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Soupapes
Prescription contrôlée : « Le réservoir est équipé en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux soupapes au moins, montées en parallèle et ayant une pression de levée calculée pour le propane. Une soupape doit à elle seule pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que la pression à l'intérieur du réservoir n'excède jamais de plus de 10 % de la pression maximale en service. Un système d'interverrouillage permet l'intervention sur une soupape en laissant la seconde en service. Le réservoir est équipé d'un dispositif de mesure de pression. Le réservoir est protégé des effets thermiques des gaz enflammés en sortie de soupapes par un éloignement suffisant de l'orifice des soupapes avec la paroi du réservoir. Les soupapes sont protégées contre toute rétention et introduction d'eaux pluviales dans les conduits. L'étanchéité des soupapes est vérifiée périodiquement par l'exploitant dans le cadre d'une procédure de contrôle. En cas de fonctionnement, les soupapes sont vérifiées et étalonnées, un rapport de reconditionnement est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Requalification RST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification RST
Prescription contrôlée : « L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique."
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rôle des intervenants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/06/2022, article 515-9
Thème(s) : Risques accidentels, rôle des intervenants
Prescription contrôlée : R. 515-99 « L'exploitant met en oeuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés. 5. Gestion des situations d'urgence « En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en oeuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en oeuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. Art. 7.4.4 - POI, v8 du 27/1/20 « Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : (...) - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, - des exercices périodiques de simulation d'application - des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, - ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, (...) - une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger. » FSNC1-2021 : Songer à définir précisément la zone de stationnement des véhicules des secours extérieurs en fonction de l'accident, et la situation avec des données chiffrées précises. Mieux formaliser la fin de l'exercice POI, ou le cas échéant, la fin du recours aux services extérieurs.
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : détection galerie souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, détection galerie souterraine
Prescription contrôlée : " La canalisation de soutirage est protégée par un tunnel en béton armé. Cette galerie technique est partagée en 2 parties séparée par une porte pleine. Dans la première chambre, donnant accès au clapet hydraulique est implanté deux détecteurs de gaz. "
Constats : Les constats sont précisés en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet